

Deux émissaires français à Damas pour faire avancer la réconciliation



Le président syrien Bashar al-Assad (g) et Claude Guéant, le 15 juin 2008 à Damas (Photo /AFP/SANA)

[Agrandir la photo](#)

Deux émissaires français ont rencontré dimanche à Damas le président syrien Bachar al-Assad pour faire avancer les efforts de réconciliation entre Paris et Damas après une brouille sur le Liban.

Les entretiens de Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président français Nicolas Sarkozy, et Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, avec M. Assad ont été "utiles et constructifs", ont rapporté la présidence française et l'agence officielle syrienne Sana.

Dimanche 15 juin 2008, 15h32

Ces discussions ont notamment porté sur les relations bilatérales et la situation au Liban. "Ils reflètent la concordance de vue des deux parties sur la nécessité de renforcer les relations franco-syriennes (...) et sur l'importance de poursuivre les efforts, la coopération et la coordination pour une paix juste et globale dans la région", a expliqué Sana.

Selon les mêmes sources, au cours des entretiens, les deux parties ont affirmé "la nécessité de continuer à inciter les Libanais à appliquer l'accord de Doha", signé le 21 mai, sur une sortie de crise au pays du Cèdre.

Les discussions ont également porté sur le sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée (UPM), le 13 juillet à Paris.

La délégation française a ensuite été reçue par le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem.

Cette visite survient au lendemain d'un appel de la France et des Etats-Unis à une normalisation des relations entre la Syrie et le Liban, alors que Paris a entrepris de se réconcilier avec Damas.

Les relations franco-syriennes s'étaient détériorées après l'assassinat en février 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, pour lequel Damas, soupçonné, a nié toute implication.

Après quelque de trois décennies de présence, l'armée syrienne a été contrainte de se retirer du Liban deux mois plus tard, mais Paris et Washington ont accusé Damas de continuer à s'ingérer dans les affaires de son voisin.



Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem (d) serre la main de Claude Guéant, le 15 juin 2008 à Damas (Photo Louai Beshara/AFP)

[Agrandir la photo](#)

Fin 2007, le président Sarkozy avait suspendu les contacts bilatéraux à haut niveau, affirmant que Damas bloquait l'élection d'un président libanais.

Le dialogue a été rétabli à la suite de l'élection le 25 mai de Michel Sleimane, aux termes d'un accord entre l'opposition proche de Damas et la majorité antisyrilienne soutenue par l'Occident.

Bachar al-Assad a été invité par M. Sarkozy aux cérémonies de la fête nationale du 14 juillet à Paris, au lendemain du sommet de l'UPM auquel il devrait participer avec une cinquantaine de dirigeants étrangers.

Cette invitation a provoqué des critiques au Liban et en France.

Dimanche, l'ancien président libanais Amine Gemayel, un leader de la majorité, a jugé la France "un peu trop pressée" à donner des gages" à M. Assad.

Le Liban "n'a toujours pas de gouvernement et il est très clair que les difficultés viennent de l'opposition, des alliés de la Syrie", a dit M. Gemayel à un journal français.

Samedi, M. Sarkozy et son homologue américain George W. Bush, en visite à Paris, ont appelé le Liban et la Syrie à établir des relations diplomatiques "à part entière" et des "relations de bon voisinage" fondées sur "la sécurité" et "la souveraineté". M. Bush a aussi réclamé de la Syrie qu'elle cesse "d'être de connivence avec les Iraniens".

"J'avais dit à M. Bachar al-Assad: que la Syrie laisse le processus présidentiel se dérouler et nous reprendrons contact. Nous avons repris contact", a de son côté déclaré M. Sarkozy.

La Syrie s'est dite prête à ouvrir une ambassade à Beyrouth, après la formation d'un gouvernement d'unité nationale au Liban.

Le rapprochement franco-syrien intervient aussi alors qu'Israël et la Syrie ont engagé des pourparlers indirects.

Enfin, le président Assad a affirmé que son pays "coopérerait" avec l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont une délégation doit se rendre le 22 juin en Syrie pour enquêter sur une présumée installation nucléaire détruite par l'aviation israélienne en septembre dernier.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés. © 2008 Agence France-Presse. Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (ou sur cette page selon le cas) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, rediffusée, traduite, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP. L'AFP ne pourra être tenue pour responsable des délais, erreurs, omissions qui ne peuvent être exclus, ni des conséquences des actions ou transactions effectuées sur la base de ces informations.

Lancer l'impression